



CROUS de Bretagne
Pôle Juridique

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Accord-cadre à bons de
commande portant sur une
prestation de maintenance des
ascenseurs, des monte-charges et
autres appareils dans les unités de
gestion du CROUS de Bretagne

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**










Consultation n°

2024-152

SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS	14
9.	FIN DU CONTRAT	18





ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Accord-cadre à bons de commande portant sur une prestation de maintenance des ascenseurs, des monte-charges et autres appareils dans les unités de gestion du CROUS de Bretagne
 Acheteur	CROUS de Bretagne
 Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
 Structure	2 lots
 Lieu d'exécution	La présente consultation concerne les 4 départements de la région Bretagne : Ille-et-Vilaine (35), Côtes d'Armor (22), Morbihan (56) et Finistère (29).
 Durée	48 mois
 Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
 Variation des prix	Révisibles (formule), formule (ICHT-IMEm / ICHT-IMEo)
 Nature des prix	Prix forfaitaires

Annexes au CCAP

Annexe 1 au CCAP – Liste des services du CROUS de Bretagne

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre à bons de commande portant sur une prestation de maintenance des ascenseurs, des monte-charges et autres appareils dans les unités de gestion du CROUS de Bretagne

La présente consultation concerne la maintenance des ascenseurs du patrimoine du CROUS de Bretagne.

Elle a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le candidat s'engage à réaliser l'entretien et la prestation de maintenance sur les 77 appareils du patrimoine du CROUS Bretagne ainsi que la reprogrammation, l'exploitation, l'entretien des téléalarmes et alarme sonore incluant l'abonnement téléphonique GSM.

Le titulaire devra donc avoir une parfaite connaissance du Marché global afin d'adapter au mieux sa maintenance préventive.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **La présente consultation concerne les 4 départements de la région Bretagne : Ille-et-Vilaine (35), Côtes d'Armor (22), Morbihan (56) et Finistère (29).**

■ Exclusivité :

Le titulaire ne dispose pas de l'exclusivité des interventions correctives. Dans certains cas, ces interventions pourront être réalisées par l'établissement du CROUS Bretagne concerné ou par un tiers à ses frais, pour des travaux liés aux caractéristiques spécifiques de l'appareil, à l'accès aux pièces ou aux informations techniques, ainsi que pour des raisons économiques, de délais d'approvisionnements et de remise en service de l'appareil, quelques soit la valeur du montant HT.

Toutefois le titulaire pourra être sollicité en cas de besoin et devra valider le bon fonctionnement à la remise en service.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement pour chaque lot et leurs annexes financières éventuelles ;
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **CROUS de Bretagne**, représenté par CROUS de Bretagne.

Adresse et coordonnées :

Pôle Juridique

CROUS de Bretagne

CS 26428

7 place hoche

35064 RENNES CEDEX

Téléphone : 09 72 59 65 35

Courriel : achat@crous-rennes.fr

Site internet : <https://www.crous-rennes.fr>

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	<p>Accord-cadre à bons de commande portant sur une prestation de maintenance des ascenseurs, des monte-charges et autres appareils dans les unités de gestion du CROUS de Bretagne : <i>La présente consultation concerne la maintenance des ascenseurs du patrimoine du CROUS de Bretagne.</i></p> <p><i>Elle a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le candidat s'engage à réaliser l'entretien et la prestation de maintenance sur les 77 appareils du patrimoine du CROUS Bretagne ainsi que la reprogrammation, l'exploitation, l'entretien des téléalarmes et alarme sonore incluant l'abonnement téléphonique GSM.</i></p> <p><i>Le titulaire devra donc avoir une parfaite connaissance du Marché global afin d'adapter au mieux sa maintenance préventive.</i></p> <p>Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre, tous lots confondus : 615 000 € HT soit 738 000 € TTC</p>
Lot	<p>Lot n°1 Départements 22 et 35 : <i>La présente consultation concerne la maintenance des ascenseurs du patrimoine du CROUS Bretagne, pour les départements des Côtes d'Armor (22) et de l'Ille-et-Vilaine (35)</i></p> <p>Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre : 420 000,00 € HT soit 504 000 € TTC</p>
Lot	<p>Lot n°2 Départements 29 et 56 : <i>La présente consultation concerne la maintenance des ascenseurs du patrimoine du CROUS Bretagne sur les départements du Morbihan (56) et du Finistère (29).</i></p> <p>Montant maximum sur toute la durée du présent accord-cadre : 195 000,00 € HT soit 234 000 € TTC</p>

■ **Indemnité liée au montant minimum du contrat :**

Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG Fournitures courantes et services, si le total des commandes n'atteint pas le minimum prévu au contrat, l'acheteur ne verse pas d'indemnité au titulaire.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le Directeur général du CROUS Bretagne, Monsieur Yann-Eric PROUTEAU.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée de **48 mois** à compter de la notification du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix portés à l'Acte d'Engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la remise des offres ; ce mois est appelé mois « zéro », M0 (Décembre 2024). Ils seront révisés en hausse comme en baisse le 1er janvier de chaque année dans la limite de l'application de la formule suivante :

$$P = P_o (0.125 + 0.10 (FSD2 / FSD2o) + 0.775 (ICHT-IME1/ICHT-IME0))$$

Dans laquelle :

P : Montant des redevances révisées

P_o : Montant des redevances au mois M₀ figurant à l'acte d'engagement

FSD2 : Indice des Frais et Services Divers 2 connu au 1er septembre précédent l'année de facturation.

FSD2_o : Indice des Frais et Services Divers 2 du mois M₀ (décembre 2024)

ICHT-IME1 : Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHT rev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques connu au 1er septembre précédent l'année de facturation.

ICHT-IME0 : Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHT rev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques du mois M₀ (décembre 2024).

La mise en œuvre de la révision n'est pas obligatoire. Si le CROUS ou le titulaire souhaite réviser les prix, il doit en informer l'autre partie avant le 1er janvier concerné (par tout moyen permettant de donner une date certaine à l'acte) en joignant le détail de la révision.

Le prix de facturation ajusté sera arrondi selon les règles mathématiques suivantes.

Pour obtenir un montant exprimé avec deux chiffres après la virgule, la règle suivante est applicable :

- si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centième supérieur
- si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centième inférieur.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ Rabais et remise :

Les prix du contrat sont traités sur la base des taux de rabais ou de majorations appliqués au catalogue des tarifs en vigueur du titulaire annexé à l'acte d'engagement.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Remise des demandes de paiement :**

Direction des Affaires Financières

7 Place Hoche
CS 26428
RENNES
35064 RENNES CEDEX
Téléphone : 09 72 59 65 35
Courriel : budget@crous-rennes.fr

■ **Autorité compétente pour engager les dépenses :**

Monsieur l'Agent Comptable du CROUS de Bretagne

7 Place Hoche
CS 26428
RENNES
35064 RENNES CEDEX
Téléphone : 09 72 59 65 35
Courriel : agence.comptable@crous-rennes.fr

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

6.2. Vérification des prestations

■ Garantie de continuité des prestations :

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses sous-traitants chargés de la réalisation des prestations prévues au contrat disposent d'un niveau de formation et de qualification adapté aux exigences du contrat. En conséquence le titulaire doit :

- Constituer des équipes de personnels formés et compétents ;
- Veiller et contrôler le maintien et à la disponibilité des compétences ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté ou de montée en charge.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée du contrat. Si le taux de rotation du personnel du titulaire exécutant les prestations lui apparaît excessif, l'acheteur peut demander la justification et les actions proposées afin d'en réduire le caractère excessif.

En cas d'absence, de départ ou de manque avéré de compétences d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit en informer l'acheteur et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans le cas où le titulaire fait intervenir un stagiaire, celui-ci doit disposer d'une convention de stage avec le titulaire et une structure diplômante ainsi que d'un maître de stage désigné. Pour la réalisation des prestations les salariés du titulaire demeurent sous la seule autorité et le pouvoir hiérarchique de leur employeur. L'acheteur ne peut en aucun cas se substituer au titulaire qui doit assumer l'ensemble de ses responsabilités et obligations d'employeur. À ce titre, le titulaire communique à l'acheteur l'identité du responsable hiérarchique des salariés qui réalise les prestations prévues au contrat.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de moyens. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels requis, notamment ceux décrits dans son offre, pour réaliser les prestations prévues au contrat ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification :

Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du contrat, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives

a) Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le contrat.

Les opérations de vérification d'aptitude sont effectuées par l'acheteur dans le délai d'un mois suivant la notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Un procès-verbal de vérification d'aptitude est établi par acheteur et contresigné par le titulaire.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG TIC.

b) Vérification du service régulier

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues par le contrat.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- d'admission avec refaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionnés ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

■ **Opérations de vérification du service fait :**

Les modalités de vérification quantitatives et qualitatives sont fixées au CCTP.

6.3. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à

l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin

d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

Le titulaire du contrat a la charge de l'exécution d'un service public. Il s'engage, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, à respecter les principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

A ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique, dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Cette obligation pèse également sur les éventuels sous-traitants du titulaire.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Audit de sécurité :

Conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG TIC, l'acheteur peut faire effectuer un audit auprès du titulaire et de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte du niveau de sécurité requis par l'acheteur. Le titulaire est informé 15 jours avant de la date et des modalités financières de cet audit.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Restrictions concernant localisation des moyens mis en œuvre :

En application des dispositions de l'article L2112-4 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que les moyens utilisés pour exécuter les prestations prévues aux contrats soient localisés sur le territoire des Etats membres de l'Union européenne. Les moyens visés touchent à la fois le lieu de production, la localisation du titulaire, de ses sous-traitants et fournisseurs. Cette restriction de l'accès à la commande publique est justifiée par l'objet du contrat.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Sous-traitance occulte	<p>Sous-traitance occulte</p> <p>En cas de sous-traitance occulte, du fait du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants, une pénalité de 1 000 € HT sera appliquée sans mise en demeure préalable du simple fait de la constatation du recours à un sous- traitant non déclaré ou déclaré mais non agréé.</p>
Pénalité pour défaut d'entretien	<p>Il pourra être appliqué une pénalité de 50,00 euros HT par anomalie constatée.</p> <p>Les mêmes défauts observés dans un délai d'UN mois après la première anomalie seront sanctionnés par une nouvelle pénalité égale au double de la précédente.</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>La pénalité sera ainsi doublée à chaque récidive.</p> <p>Les défauts seront constatés contradictoirement ; le titulaire du marché devra être représenté par un responsable technique.</p> <p>Ces pénalités seront notamment appliquées en cas de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Détecteur de patinage ne remplissant pas son office <input type="checkbox"/> Fixation de câbles de suspension défectueuses (absence de goupille, serre câbles, en nombre insuffisant ou montés à l'envers, etc....) <input type="checkbox"/> Fusibles shuntés par un élément non conforme à l'usage ou pour lequel il n'est pas donné de caractéristiques par un fournisseur <input type="checkbox"/> Manque d'huile dans treuil ou moteur (absence d'huile sur la roue ou bague de paliers moteur) <input type="checkbox"/> Plus d'un toron coupé sur l'ensemble des câbles <input type="checkbox"/> Capot ou cache d'un organe non remis à sa place (organe dynamique ou de sécurité notamment) <input type="checkbox"/> Organes ou pièces des ascenseurs démontés ou manquant <input type="checkbox"/> Organes ou pièces cassés nécessitant une réparation ou un remplacement <input type="checkbox"/> Manque de lubrification sur les mécanismes <input type="checkbox"/> Absences de garde câbles sur les poulies montées en porte à faux <input type="checkbox"/> Câbles de suspension trop longs : contrepoids touchant les amortisseurs sous le contrepoids. <input type="checkbox"/> Manque de fiche signalétique des risques en machinerie ou sur l'intérieur de la porte de l'armoire de commande en cas d'ascenseur sans machinerie
Pénalité pour retard d'intervention	<p>En cas de non-respect du délai d'intervention prévu à l'article 2.5.1 et 2.5.2 du CCTP Maintenance, il pourra être appliqué une pénalité de 50 euros HT par tranche d'une heure de retard.</p> <p>En cas d'intervention plus diligente de personnes étrangères (pompiers par exemple), le titulaire du marché devra laisser une trace de son passage sur le carnet d'entretien.</p> <p>Toutes dégradations, éventuellement causées par un tiers en cas d'intervention rendue indispensable par la mise en cause de la sécurité des personnes après délai stipulé à l'article 2.5.1 et 2.5.2 du CCTP Maintenance, devront être réparées par le prestataire, à ses frais.</p> <p>En cas de non-respect du délai d'intervention prévu à l'article 2.5.3 du CCTP Maintenance, il sera appliqué une pénalité de 50 euros HT par tranche de 2 heures de retard.</p> <p>En cas de non-respect du délai d'intervention prévu à l'article 2.4 et 2.5.4 du CCTP Maintenance, il sera appliqué une pénalité de 80 euros HT par jour calendrier de retard.</p>
Pénalités pour mauvais fonctionnement de l'appareil ou de la téléalarme	<p>Des pénalités pour mauvais fonctionnement pourront être appliquées selon les modalités ci- dessous. Le nombre toléré de pannes relevées pour un appareil donné sera au maximum de 7 pour une année. Si le nombre de panne technique constaté dépasse le nombre de 7, les pénalités seront calculées de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 euros HT entre 8 et 10 pannes, • 150 euros HT entre 10 et 15 pannes, • 200 euros HT au-delà <p>Le terme panne se comprend comme intervention pour une défaillance technique.</p>
Remise de rapports, pièces écrites ou tout autre document demandés au CCTP	<p>Le non-respect de l'article 2 du CCTP Maintenance entraînera une pénalité de 150 euros HT par pièce écrite non-remise. Les erreurs de facturation, dans leur présentation ou leur contenu pourra également faire l'objet d'une pénalité de 50 euros HT par facture erronée.</p>
Pénalités pour non-respect de la fréquence des visites périodiques d'entretien	<p>En cas de non-respect par le titulaire des dispositions prévues à l'article 2 de l'arrêté du 18 novembre 2004 (intervalle supérieur à six semaines entre deux visites d'entretien), il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 300 € HT par ascenseur par</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	défaillance constatée
Pénalité pour absence à une réunion	Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter par une personne qualifiée pendant toute la durée du marché aux réunions qui auront lieu sur le site et pour lesquels il aura été convoqué. Jour et heure seront fixés par CROUS Rennes-Bretagne. Toute absence donnera lieu à l'application d'une pénalité de 100 euros H.T. Sera considéré comme absent, l'entreprise représentée par une personne incompétente ou insuffisamment informée du marché
Pénalité pour absence d'information au CROUS de la mise à l'arrêt d'un appareil par le titulaire	Application d'une pénalité forfaitaire de 100€ HT par constat d'absence d'information.
Pénalités pour absence d'accompagnement à des vérifications techniques	Le non-respect de l'article 5 du CCTP Maintenance entraînera une pénalité de 150 € HT.
Retard pour la levée des réserves suites aux contrôles et vérifications de maintenance	Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le non-respect de l'article 5 du CCTP Maintenance entraînera une pénalité de 50 € HT par jour calendaires et par ascenseur pour les réserves non levée dans les trois (3) mois pour les réserves de maintenance courantes et une pénalité de 50 € HT par heure de retard et par ascenseur pour les réserves concernant la sécurité non levée dans les 4h.
Pénalités pour faute grave (pouvant mettre en cause la sécurité des personnes)	En dehors des poursuites judiciaires et/ou de la résiliation sans préavis du marché aux torts exclusifs du titulaire, il sera appliqué une pénalité équivalente au prix annuel hors taxe du marché d'entretien de l'appareil concerné, éventuellement révisé, si le titulaire ne réalise pas toute les visites de maintenance ou commet une faute grave, volontaire ou non, de nature ou de manière à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité essentiels, tels que seuils de sécurité, cellules photo-électriques, seuil, serrures de portes, parachutes, systèmes d'anti-patinage hors service dans le cas d'absence de fin de course de sécurité, etc....
Respect des obligations réglementaires relatives à l'amiante ou au plomb	En cas de non-respect par le titulaire des dispositions réglementaires relatives à l'amiante ou au plomb, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1000 € HT à chaque manquement constaté. Ces manquements peuvent concerner notamment la formation des personnels intervenant, l'absence de fourniture de mode opératoire, le non-respect du mode opératoire fourni, la non-fourniture des BSDA...
Plafonnement des pénalités	En dehors des pénalités appliquées pour faute grave (pouvant mettre en cause la sécurité des personnes), le montant des pénalités par ascenseur ne pourra excéder 30% du montant annuel du marché de maintenance concerné

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent :**

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte CS 44416
35044 RENNES Cedex
Téléphone : 02.23.21.28.28
Télécopie : 02.99.63.56.84
Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ Utilisation des résultats :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 1 An(s).

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG

La rubrique *Indemnité liée au montant minimum du contrat* de l'article 3 du contrat déroge à l'article 3.7.5 du CCAG

L'article 6 du contrat déroge à l'article 16.2 du CCAG (pas de mise en œuvre de la clause environnementale générale)

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalité de retard pour la levée des réserves suites aux contrôles et vérifications de maintenance* déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG